

UNEF

II, rue du Caire

75002 - PARIS

Monsieur,

Le Collectif National de l'UNEF s'est réuni les 13 et 14 janvier 1973 à Paris. Il a été précédé d'une discussion extrêmement riche, dans l'ensemble des Comités d'action et des Associations Générales d'étudiants, sur le document préparatoire proposé par le Bureau National (document amendé joint à la présente).

Le Collectif National de l'UNEF a apprécié ainsi la situation des étudiants et leurs perspectives pour en sortir. La situation des étudiants s'est, cette année encore aggravée. L'avenir est pour eux incertain, la poursuite de leurs études remise en cause. Des milliers d'étudiants abandonnent leurs études.

Alors que les besoins en enseignants, cadres, ingénieurs, cadres, techniciens, sont de plus en plus nombreux, la seule réponse qu'a fait Messmer aux questions que se posent les étudiants, c'est de proposer le renforcement des pouvoirs des chefs d'établissements du supérieur.

L'accord du Parti Communiste, du Parti Socialiste, et du Mouvement de la gauche Radicale Socialiste sur un programme commun de gouvernement a soulevé l'espoir de millions de français. Il apporte à la jeunesse des perspectives pour vivre mieux et changer leur vie.

L'UNEF, fidèle à ses traditions démocratiques, à son caractère d'organisation syndicale, ne peut que se réjouir et se féliciter de l'union des forces de gauche. Notre soutien au programme commun de gouvernement est déterminé par le fait que son contenu, le changement que son application apportera à la vie des étudiants et de l'université répond aux aspirations des étudiants par le fait que sa cohérence donne les moyens de les satisfaire.

Au cours de notre Collectif National auquel étaient présents 26 Associations générales d'étudiants, sur 32 et 19 Comités d'action parisiens sur 22. Un très large accord s'est dégagé sur le texte d'orientation qui a été adopté à l'unanimité moins 3 abstentions et à l'unanimité pour l'appel du Collectif National aux étudiants de France.

En conséquence, notre Collectif National a établi le plan de travail suivant afin de voir appliquer les solutions de l'UNEF par la victoire du programme commun de gouvernement :

- a) un très large débat va se développer dans tous les TD, qui marquera la volonté des étudiants de voir aboutir leurs solutions par la victoire du programme commun de gouvernement.
- b) une réunion nationale des élus le 17 février à Paris
- c) une campagne de syndicalisation.

L'ensemble de ces décisions intéresse non seulement la grande masse des étudiants de France, mais aussi l'ensemble de la population par la place qu'occupent les étudiants.

Recevez, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Le Secrétaire général de l'UNEF

René Maurice

R. Maurice

I - LA SITUATION DES ETUDIANTS

Chez les étudiants, une idée domine, ça ne peut plus durer. Pour la majorité d'entre eux, l'avenir prend la forme d'une incertitude, d'une angoisse pour beaucoup.

Leur inquiétude est nourrie par les exemples quotidiens qu'ils rencontrent. Combien d'étudiants abandonnent leurs études sans avoir obtenu un diplôme !

Combien de diplômés sans emploi correspondent à leur qualification, voire même chômeurs. Quel avenir pour une licenciée en psychologie, caissière dans un grand magasin, pour un licencié en histoire, vendeur de journaux, pour un diplômé des grandes écoles inscrit au bureau de chômage, pour cet étudiant en 1ère année de médecine à Toulouse, qui avec près de 12 de moyenne n'a pu entrer en seconde année ! Quel avenir pour le maître auxiliaire, pour 4 candidats sur 5 au CAPES qui ne seront pas reçus.

Pour tous les étudiants, le problème des débouchés est posé, mais pour les plus défavorisés, le problème de leur avenir est posé au présent.

Pour eux, il est de plus en plus difficile d'être étudiant. Il est de plus en plus difficile de vivre quand les prix montent : il faut se loger, se nourrir, se vêtir, payer ses droits d'inscription, les transports, les livres, les polys, les fournitures universitaires, mais aussi aller au cinéma, sortir, se distraire. Les prix augmentent, mais le montant ne s'accroît pas et sont de moins en moins nombreux ceux qui en bénéficient. Alors, il est difficile d'étudier, de plus en plus difficile, quand il faut pour plus de la moitié des étudiants, trouver un travail salarié, n'importe quel travail même s'il ne laisse que peu de temps pour les études. Surtout quand on sait dans quelles conditions les universités peuvent accueillir les étudiants : TD - TP surchargés, des cours du soir qui n'existent pas, des enseignants qui manquent, des bibliothèques insuffisantes, le chauffage en électricité rationnée, des locaux exigés, parfois insalubres, et cette année, le budget de l'enseignement supérieur régresse.

Ce qui est en jeu pour chacun de nous, c'est le droit aux études et un avenir assuré.

II- L'UNIVERSITE EST EN CRISE

Des milliers d'étudiants qui abandonnent, des milliers de diplômés sans avenir, n'est-ce pas dans le monde où nous vivons, une manifestation évidente d'une université en crise ?

Les progrès scientifiques et techniques, l'évolution générale de la société appellent aujourd'hui une élévation du niveau culturel général et un développement sans précédent de la recherche. Notre pays a besoin de plus de cadres, d'ingénieurs, de techniciens, d'enseignants, de médecins, de juristes. Notre pays a besoin de donner à des millions d'hommes et de femmes une formation de haut niveau débouchant sur un métier.

L'université a là un rôle fondamental tant dans le domaine de la formation initiale que dans celui de la formation permanente et de la recherche.

Alors qu'il faudrait former des milliers d'étudiants supplémentaires pour répondre aux besoins du pays, leur nombre stagne, voire diminue surtout dans les disciplines scientifiques où les besoins sont les plus criants. A cela s'ajoute le fait que 2 étudiants sur 3 ne terminent pas leurs études.

Alors que le développement des sciences appelle une élévation du niveau scientifique de base et l'acquisition de nouvelles connaissances, le niveau moyen de la formation ne suit pas cette évolution et même s'affaiblit par l'extension des filières courtes. Un tel fonctionnement de l'université entraîne un gâchis considérable de moyens, d'intelligences, de capacités.

Ainsi, chaque année, des milliers d'étudiants vont grossir les rangs des centaines de milliers de jeunes qui entrent dans la vie active sans formation professionnelle. Sous prétexte d'économies, ce sont des milliards qui sont gâchés chaque année par l'Etat.

III- UNE POLITIQUE EN FAILLITE

Cette crise n'est pas le fait des étudiants ni des universitaires, elle est le fait de la politique du pouvoir, une politique qui a fait faillite. Elle s'appuie principalement sur la ségrégation sociale.

Des milliers de jeunes ne peuvent accéder à l'enseignement supérieur, faute de pouvoir franchir la barrière de l'argent.

Le coût des études et les atteintes portées au pouvoir d'achat des familles font que des milliers de jeunes ne peuvent entrer à l'université ou en sont éliminés sans qu'aucun compte ne soit tenu de leurs capacités.

Les conditions d'études, aussi bien que le contenu de l'enseignement, loin d'aplanir les inégalités dues aux barrières culturelles, les renforcent.

Contraint de répondre aux aspirations des étudiants et de la population, le gouvernement tente de se présenter comme un novateur ; il proclame sa volonté d'adapter l'université.

De quelle adaptation s'agit-il ?

Notre pays a besoin d'un plus grand nombre d'étudiants, le pouvoir actuel supprime les sursis, renforce la sélection, tente de multiplier les barrages à tous les niveaux, notamment, sous la forme de Numerus Clausus, refuse aux étudiants les moyens de vivre et d'étudier, développe une campagne de découragement.

L'Education Nationale a besoin de maîtres nombreux et qualifiés, ce pouvoir n'augmente pas le nombre de postes au CAPES et à l'agrégation, il n'a pas renoncé à instaurer un système ségrégatif et malthusien de la formation des maîtres. Il prêche l'harmonisation par le bas du niveau de leur formation, il refuse les moyens et la formation théorique et pédagogique de haut niveau.

Un développement économique harmonieux exige la formation de milliers de technologues de haut niveau, ce pouvoir maintient les IUT dans le cadre étroit d'une formation courte et spécialisée, il retarde la reconnaissance du DUT par les conventions collectives, il maintient le privilège de l'enseignement technologique supérieur aux grandes écoles, il refuse dans les faits aux universités les moyens de diffuser un enseignement technologique long et adapté.

Une politique de la santé conforme aux besoins de la population, nécessite de former beaucoup plus de médecins. Ce pouvoir instaure le Numerus Clausus et refuse les moyens d'une véritable formation thérapeutique des médecins.

L'université doit contribuer à l'élargissement des connaissances, ce pouvoir asphyxie la recherche universitaire et la soumet aux intérêts privés.

Les étudiants maintiennent un grevant de cha pour les coner

Les étudiants doivent pouvoir vivre en se consacrant à leurs études, ce pouvoir maintient un système de bourses caduc, il dégrade les oeuvres universitaires en les grevant de charges indues et favorise le développement de services à but lucratif pour les concurrencer.

Les résultats du sport français dans les diverses compétitions attestent la nécessité de développer la pratique du sport et de l'éducation physique, ce pouvoir empêche la formation d'un nombre suffisant d'éducateurs par l'université, tente de démanteler les associations sportives universitaires.

Il faut donner aux étudiants la possibilité de participer effectivement à la gestion des universités, ce pouvoir veut limiter les attributions des conseils et revient sur certaines de leurs décisions.

Chacun peut s'en rendre compte, au delà de la démagogie électorale, le véritable programme de la majorité, c'est le VIème Plan. Le pouvoir, loin d'adopter l'université aux besoins du pays tente de l'adapter aux besoins étroits d'une infime minorité qui réalise d'énormes profits sur le dos de la nation. Pour cela, il limite les dépenses d'enseignement en limitant le nombre des étudiants et la durée moyenne des études.

Une telle politique ne peut aboutir qu'à une aggravation de la crise de l'université. Chacun peut s'en rendre compte, cela ne peut plus durer, l'intérêt national exige une autre politique pour l'université.

IV - UNE AUTRE POLITIQUE POUR L'UNIVERSITE

Pour répondre aux besoins du monde moderne, il faut développer l'enseignement supérieur, donner à chaque étudiant le droit aux études, les moyens de vivre et d'étudier, une formation débouchant sur un métier.

Cela nécessite de prendre des mesures sociales, économiques et politiques transformant profondément la vie des étudiants et la structure des universités.

C'est cette idée que l'UNEF a développée en lançant sa campagne pour le droit aux études et un avenir assuré.

Il faut accorder aux étudiants qui en ont besoin une allocation d'études permettant de faire disparaître rapidement le salariat étudiant. En même temps, il faut garantir et élargir le caractère de service public des oeuvres universitaires.

Il faut donner aux universités les moyens de fonctionner, d'accueillir dans de bonnes conditions tous les étudiants inscrits tant du point de vue des locaux que de l'encadrement. Il faut donner aux universités les moyens d'assumer et de développer leurs fonctions de recherche et d'éducation permanente.

Conformément aux orientations positives dégagées par le groupe de travail mis en place par le ministère en 1972 : l'unification progressive de la formation de tous les maîtres à un haut niveau de compétences scientifiques et pédagogiques.

Il faut rétablir les sursis militaires.

Il faut abroger le Numéris clausus en médecine, former des médecins qualifiés en nombre suffisant.

Il faut reconnaître le DUT dans les conventions collectives, il faut développer à l'université des filières technologiques longues et donner à tous les étudiants en IUT-TS la possibilité d'y entrer soit dès leur sortie d'I.U.T. - T.S. soit dès leur sortie d'IUT-TS soit après quelques années de vie professionnelle.

Il faut adapter le contenu de nos études aux réalités économiques, sociales et culturelles de notre époque.

Il faut ouvrir de nouvelles filières de formation correspondant aux besoins. Seule une augmentation substantielle du budget de l'Education Nationale peut permettre le financement de ces mesures.

Les étudiants se sont emparés de ces solutions dans la campagne lancée par l'UNEF "pour le droit aux études, à un avenir assuré."

La grève nationale des étudiants en Education physique et Sportive le 21 novembre la journée nationale d'action du 23 novembre pour le doublement du budget de l'enseignement supérieur et l'allocation d'études, les actions en médecine, les meetings sur la formation des maîtres, la participation des étudiants aux manifestations des CDAL et à la manifestation du CNAL le 9 décembre à Paris sont autant de démonstrations de la combativité des étudiants.

Le résultat des élections universitaires est de ce point de vue révélateur. Celles-ci se sont déroulées dans des conditions exceptionnelles.

Le pouvoir, plus que jamais, a tenté de les passer sous silence. Le Boycott qu'il a organisé n'est pas pour nous étonner. Celui-ci ne peut plus supporter de voir les conseils d'U.E.R. d'université, le Conseil national de l'enseignement Supérieur et de la recherche se dresser contre sa politique. Par tous les moyens, il cherche à les supprimer tout au moins à leur ôter la représentativité. Pour cela, il faut le moins de votants possible. Malgré ces mesures pour que les élections se déroulent dans le plus grand secret, ces manœuvres ont échoué, l'U.N.E.F. supportant seule la campagne électorale a plus que doublé ses voix. Elle fait par là même la démonstration non seulement de sa représentativité, mais qu'elle est la seule force conséquente à l'université chez les étudiants. En votant plus massivement encore pour l'UNEF que l'an dernier, ils ont montré à la fois leur volonté de se battre contre la politique universitaire du pouvoir, leur approbation des solutions proposées par l'UNEF, leur confiance dans l'UNEF.

L'exigence des luttes des étudiants, leur combativité, la situation politique actuelle permettent d'affirmer aujourd'hui que la lutte pour une université démocratique est à l'ordre du jour.

V - UNIVERSITE DEMOCRATIQUE : UNE BATAILLE D'AUJOURD'HUI

Au moment où dans le pays, la politique de l'actuel gouvernement accroît le mécontentement des étudiants et de toutes les couches de la population, au moment où chacun s'accorde à penser qu'il faut que cela change un fait domine toute la politique : l'union du Parti Communiste français, du Parti Socialiste et du Mouvement de la gauche Radicale et Socialiste, sur un programme commun de gouvernement.

Ce programme, l'union de la gauche réalisée soulève l'espoir de millions de français, il apporte à la jeunesse et aux étudiants une perspective pour vivre mieux et changer leur vie.

L'UNEF, fidèle à ses traditions démocratiques, à son caractère d'organisation syndicale, à ses objectifs, ne peut que se réjouir et se féliciter de l'Union des forces de gauche.

Comme le rappelait le rapport d'orientation du 60ème Congrès de l'UNEF : "Notre analyse n'a pour point de départ, ni doctrine, ni théorie préétablie. Le point de départ de notre réflexion est la réalité, cette réalité qui dit qu'un étudiant sur 2 est contraint au salariat; cette réalité qui dit que des tonnes de bombes tombent chaque jour sur le Vietnam, que l'injustice règne dans notre pays au profit de ceux qui possèdent. Et aussi la réalité qui nous fait dire qu'il faut une orientation nouvelle à la politique de notre pays pour que soient satisfaites l'ensemble des aspirations des étudiants."

En ce
poli
et

En ce qui concerne l'Education Nationale, le programme commun précise : "La politique de l'éducation nationale tendra à satisfaire les besoins économiques, sociaux et culturels du pays et garantira le droit de chacun à l'éducation initiale et permanente, l'école aura la triple mission de former le travailleur, le citoyen et l'homme.

Rejetant toute ségrégation sociale combattant toutes les inégalités culturelles, l'école s'assignera pour objectif de former et de développer chez tous, toutes les capacités possibles : elle donnera à chacun toutes les chances d'entreprendre ou de reprendre des études et de changer d'activité au cours de sa vie".

La lutte contre la ségrégation sociale, pour le droit au métier est donc l'axe fondamental de la politique de l'enseignement contenu dans le programme commun.

En ce qui concerne l'université "L'enseignement supérieur répondra à 3 missions principales :

- . Contribution à l'avancement des connaissances.
- . regroupement en son sein de toutes les formations post-baccalauréat.
- . l'ouverture à l'éducation permanente."

Le programme attribuera l'allocation d'études d'abord sur des critères sociaux, puis progressivement, sur des critères universitaires, augmentera les moyens accordés aux universités, formera un nombre suffisant de médecins et d'auxiliaires médicaux hautement qualifiés, développera les formations scientifiques et technologiques, veillera à l'existence de diplômes nationaux dans tout l'enseignement supérieur, prendra dès le départ toutes les mesures propres à assurer une gestion autonome réellement démocratique des universités.

Les grandes écoles et les classes préparatoires seront progressivement intégrées à l'université en utilisant tout le potentiel existant, en préservant leurs qualités.

Tous les maîtres recevront une formation associant inséparablement un haut niveau scientifique et culturel et un haut niveau théorique et pratique dans les sciences et les techniques de l'éducation. Cette double formation sera donnée dans les centres universitaires. Un corps unique de maîtres sera progressivement constitué.

Parce qu'il est fondé sur la satisfaction des besoins profonds de l'ensemble de la population, le programme commun permettra et exigera un plein développement scientifique et technique. L'élévation générale du niveau de qualification alors indispensable, se concrétisera par des possibilités nouvelles d'emplois et de débouchés pour les étudiants et par une orientation de la formation conforme aux nécessités.

Enfin, à tous les niveaux, les étudiants seront effectivement associés aux décisions. Les universités n'auront pas à leur octroyer une culture dont ils ne pourraient discuter le but et le sens.

Le programme commun définit une politique de paix et de coopération internationale, de progrès social, de garantie et d'extension des libertés démocratiques.

L'application de ce programme permettra une intervention réelle de toute la population dans les affaires publiques, notamment par le rôle accru au Parlement, par la démocratisation de l'O.R.T.F. garantissant l'expression et la confrontation des courants, d'opinion et de pensée, par la planification démocratique.

Les jeunes auront le droit de vote à 18 ans.

Les droits et libertés syndicales seront élargies et renforcées. Seront garanties la liberté de constitution de syndicat, leur indépendance à l'égard de l'Etat et des partis et leur liberté d'appréciation sur les modalités de leur engagement dans la vie publique.

Le service national sera ramené à 6 mois. Les appelés verront garantis leurs droits et libertés d'expression, d'association, de pensée, de confession.

Sur la base d'une pratique sportive de masse, le sport de haut niveau, dégagé de l'emprise du profit, pourra jouer tout son rôle comme activité culturelle, élément du progrès et facteur d'échanges internationaux.

Des mesures adéquates permettront un développement sans précédent de la vie culturelle.

Le gouvernement de gauche se donnera pour but d'assurer progressivement la gratuité des soins médicaux.

La nationalisation des trusts pharmaceutiques permettra de mettre fin aux énormes gaspillages actuels dans ce secteur.

"La construction d'un réseau de 1000 crèches à valeur sanitaire et éducative sera entreprise dès le début de la législature".

Le programme commun se fixe un objectif de 700.000 logements construits par an (dont les 3/4 par le secteur H.L.M.)

Les transports en commun seront développés, leurs tarifs limités à un taux modeste. Par son contenu, le programme commun répond donc bien aux grandes aspirations des étudiants en tant que citoyen, jeune et étudiant. Son application permettra de rapprocher l'heure d'une université authentiquement démocratique.

Répondant à sa vocation d'organisation de masse, démocratique, des étudiants, l'UNEF soutient le programme commun. Cette attitude n'est dictée par aucune dépendance idéologique ou politique, elle s'inscrit pleinement dans l'orientation adaptée par ses précédents Congrès. Notre soutien au programme commun de gouvernement de la gauche est déterminé par le fait que son contenu, le changement que son application apportera à la vie des étudiants et de l'université, répondent aux aspirations des étudiants, par le fait que sa cohérence donne les moyens de les satisfaire.

En soutenant le programme commun de gouvernement, notre objectif est d'obtenir la solution des problèmes des étudiants. C'est parce qu'elle en est le moyen, que nous lutterons pour la victoire du programme aux élections. C'est par la lutte syndicale de masse que notre soutien sera effectif. L'ampleur de cette lutte et le développement sans précédent de notre organisation dans la lutte, sont la meilleure garantie d'efficacité de notre action, la meilleure garantie de voir ensuite appliquer rapidement l'ensemble des solutions aux problèmes actuels des étudiants. Fidèle à sa nature d'organisation syndicale, l'UNEF poursuivra ainsi la lutte pour l'université démocratique.

VI - POUR LA VICTOIRE DU PROGRAMME COMMUN :

Aujourd'hui, une occasion extraordinaire est offerte à tous les étudiants de voir satisfaites l'ensemble de leurs revendications.

C'est possible parce que le programme commun peut l'emporter dans quelques semaines, cela dépend de chacun d'entre nous.

L'objectif revendicatif aujourd'hui, pour la victoire des solutions de l'UNEF c'est la victoire du programme commun.

La bataille revendicative aujourd'hui passe par la bataille pour la victoire du programme commun.

L'UNEF APPELLE LES ETUDIANTS A VOTER, FAIRE VOTER POUR LES CANDIDATS DU PROGRAMME

COMMUN !

Dire cela ne saurait signifier l'abandon de la prise en charge par l'UNEF des problèmes quotidiens des étudiants.

Mais chaque étudiant est placé devant l'alternative : sortir du tunnel ou s'y enfoncer. Sortir de la crise ou la voir s'aggraver.

Personne ne peut rester indifférents, si nombre d'étudiants sont déjà gagnés au soutien du programme commun, beaucoup restent encore à convaincre.

C'est pourquoi l'UNEF doit jeter toutes ses forces dans la bataille. C'est pourquoi elle doit donner les moyens au maximum d'étudiants d'y participer en faisant à leur tour voter d'autres étudiants.

Dans cette bataille, il n'y aura aucune exclusive, nous ne rejeterons aucun étudiant à la base d'à priori. L'enjeu et le niveau du combat l'exigent. Nous devons unir les étudiants pour la victoire du programme commun.

Partout dans nos amphis, dans nos TD, nous allons débattre du contenu de nos solutions et du contenu du programme commun, de ce qu'il va changer pour nous, et de ce qu'il faut faire pour qu'il triomphe.

Les Comités de l'UNEF, avec les étudiants prendront toutes les initiatives susceptibles de rassembler la plus large masse des étudiants pour la victoire du programme commun.

Le 17 février, les élus UNEF qui représentent des dizaines de milliers d'étudiants se rassembleront à Paris pour exprimer publiquement l'aspiration des étudiants à s'en sortir, la nature des solutions nécessaires, solutions qui peuvent trouver immédiatement leur application pour la victoire de l'union de la gauche.

Pour développer un large mouvement de masse à l'université, nécessaire à la victoire de la gauche unie, une condition : des milliers d'adhésions à l'UNEF

- RASSEMBLER LES ETUDIANTS DANS L'UNEF

Se syndiquer, adhérer à l'UNEF est pour chaque étudiant le moyen le plus immédiat et le plus efficace de sa participation à la bataille revendicative.

Adhérer à l'UNEF, c'est se donner la garantie de l'explication des solutions contenues dans le programme commun, c'est prendre une part active à la construction de l'université démocratique.

Qui peut le faire ?

Par son caractère d'organisation syndicale de masse démocratique, l'UNEF a vocation de rassembler tous les étudiants quel que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses sans que personne ne leur demande ni de les abandonner, ni de les taire.

Par les objectifs qu'elle se fixe, les moyens qu'elle préconise pour atteindre ses objectifs, l'UNEF est le lieu où les étudiants peuvent trouver dans leur union les forces et le chemin du succès.

L'UNEF est d'ores et déjà une arme puissante, présente dans chaque UER, dans toutes les villes universitaires.

Mais les étudiants ne peuvent se contenter de cela. Il leur faut un Comité UNEF dans chaque amphi, chaque TD. C'est le moyen le plus sûr de la participation de la majorité des étudiants au combat syndical.

C'est dire qu'aujourd'hui, pour remplir les responsabilités dont les étudiants ont investi l'UNEF, il n'y a pas de tâche plus grande, plus urgente, plus efficace, plus adéquate aux intérêts des étudiants que de poser publiquement à chacun d'entre eux la question : "as-tu ta carte syndicale ? Participes-tu à la vie de ton Comité ? Es-tu syndiqué ?" Il n'y a pas de tâche plus grande que de dire à chaque étudiant : "adhère à l'UNEF".

Pour ce faire, les directions syndicales doivent s'appuyer sur les camarades les plus conscients, les plus combattifs, les organiser en "équipes de syndicalisation" dans chaque comité UNEF? Ces équipes auront une double tâche à remplir :

- 1) Proposer l'adhésion à chaque étudiant, réaliser des milliers d'adhésions à l'UNEF.
- 2) Associer le plus de camarades possible à la bataille du renforcement de l'UNEF et ce, en liaison étroite avec les directions syndicales afin de gagner le plus rapidement possible tous les militants à ce combat.

Nous ne posons pas cette question du renforcement de l'adhésion par esprit de Chapelle ou d'organisation, nous le posons parce que l'union de tous les étudiants c'est la force des étudiants et que seule l'UNEF est capable de cette union.

L'UNEF ne demande à personne de lui confier ses intérêts. Au contraire, en adhérant à l'UNEF, chaque étudiant se donne les moyens de prendre en charge ses propres affaires

Avec des milliers d'autres étudiants. Pour être plus forts. Pour la victoire.

DECLARATION DU COLLECTIF NATIONAL DE L'U N E F

Des milliers d'étudiants sont contraints aujourd'hui d'abandonner leurs études. Pour chacun, c'est l'inquiétude de l'avenir, l'incertitude et l'angoisse pour demain. Avoir un diplôme aujourd'hui ne signifie pas automatiquement avoir un emploi ; et deux étudiants sur trois seulement achèvent leur licence, un sur deux est salarié, un sur 10 est boursier. Des U.E.R. ferment leurs portes ; plusieurs universités savent déjà qu'elles ne pourront pas terminer l'année avec les crédits dont elles disposent.

De quelque côté que l'on se tourne, sur tous les problèmes, la satisfaction des revendications se heurtent à une seule chose : la politique du pouvoir.

Tout montre que l'université aujourd'hui est sacrifiée à cette politique qui cherche autre chose qu'à assurer l'avenir du pays, autre chose à donner aux étudiants la possibilité de vivre et d'étudier dans des conditions décentes et d'avoir un avenir assuré. Au cours de cette campagne, l'UNEF a proposé aux étudiants les seules conditions qui permettent de résoudre l'ensemble des problèmes.

L'accueil que les étudiants ont fait à ces solutions est clair, puisque près de 100000 étudiants ont voté pour les listes UNEF aux élections universitaires : allocation d'études, doublement du budget de l'enseignement supérieur, réforme démocratique de la formation des maîtres, garantie des débouchés, extension de la recherche, abrogation du Numérus Clausus, sont maintenant des exigences de la masse des étudiants : il faut les satisfaire.

Le Collectif National de l'UNEF, réuni à Paris les 13 et 14 janvier 1973, a constaté que le programme commun de gouvernement du Parti communiste français, du Parti Socialiste et du Mouvement de la gauche Radicale et Socialiste répond à l'ensemble des exigences des étudiants, donnant le plus large écho aux solutions préconisées par l'UNEF, et les moyens pour les réaliser. C'est pourquoi l'UNEF décide de soutenir le programme commun.

Aujourd'hui, les étudiants sont placés devant une alternative : ou bien conserver un gouvernement qui mène une politique à laquelle ils se heurtent sans cesse et qu'ils condamnent depuis de nombreuses années, ou bien lutter pour l'avènement d'un gouvernement qui satisferait toutes leurs revendications. C'est pourquoi ils ne laisseront pas passer cette chance. Ils s'engageront, avec l'UNEF qui lutte pied à pied pour les revendications de tous, dans un grand esprit de responsabilité, de toutes leurs forces, pour la satisfaction de toutes leurs revendications, pour le succès des candidats de la gauche unie aux élections législatives de mars. Les étudiants seront présents par milliers et par milliers pour œuvrer à la construction de l'université démocratique, dans une France démocratique.

Paris le 14 janvier 1973